



# Assemblée générale

Distr. limitée  
21 octobre 2015  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dixième session

### Première Commission

Point 98 e) de l'ordre du jour

**Examen et application du Document de clôture  
de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée  
générale : mesures de confiance à l'échelon régional :  
activités du Comité consultatif permanent des Nations  
Unies chargé des questions de sécurité en Afrique  
centrale**

#### Angola\* : projet de résolution

### **Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, en particulier sa résolution 69/73 du 2 décembre 2014,

*Rappelant également* les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

*Tenant compte* de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région de l'Afrique centrale,

*Réaffirmant* que le Comité a pour rôle de mener en Afrique centrale des activités de reconstruction et de renforcement de la confiance entre ses États membres, notamment au moyen de mesures de confiance et de limitation des armements,

---

\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.



*Saluant* l'entrée en vigueur, le 24 décembre 2014, du Traité sur le commerce des armes<sup>1</sup>, prenant note de la première Conférence des États Parties, tenue à Cancún (Mexique) du 24 au 27 août 2015, et prenant également note de la cinquième réunion biennale des États chargée d'examiner l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, tenue à New York du 16 au 20 juin 2014, et de la deuxième réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur la mise en œuvre du Programme d'action, tenue à New York du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2015,

*Convaincue* que les ressources libérées par le désarmement, notamment le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

*Saluant* la Déclaration sur une feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale, adoptée par les États membres du Comité le 8 décembre 2011, à leur trente-troisième réunion ministérielle tenue à Bangui du 5 au 9 décembre 2011<sup>2</sup>, et les progrès accomplis en vue de sa mise en œuvre, y compris, tout récemment, grâce à l'atelier sur les droits de l'homme et la prévention de l'extrémisme violent, tenu à Luanda du 24 au 26 février 2015, l'atelier sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, tenu à Libreville les 19 et 20 mai 2015, et l'atelier sur les problèmes judiciaires rencontrés dans le cadre des opérations antiterroristes, tenu à Libreville du 29 septembre au 2 octobre 2015,

*Considérant* que la mise en œuvre de cette feuille de route devrait être conforme aux obligations juridiques et administratives pertinentes énoncées dans les résolutions 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1624 (2005) du 14 septembre 2005 et 1963 (2010) du 20 décembre 2010 du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>3</sup>,

*Notant* l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises à l'initiative et avec la participation de tous les États concernés, tenant compte des caractéristiques propres à chaque région, étant donné que ces mesures peuvent contribuer à la stabilité régionale ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales,

*Convaincue* que le développement ne peut être réalisé que dans un climat de paix, de sécurité et de confiance mutuelle, aussi bien à l'intérieur des États qu'entre eux,

*Rappelant* la Déclaration de Brazzaville sur la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique centrale<sup>4</sup>, la Déclaration de Bata pour la promotion de la démocratie, de la paix et du développement durables en Afrique centrale<sup>5</sup> et la Déclaration de Yaoundé sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale<sup>6</sup>,

<sup>1</sup> Voir résolution 67/234 B.

<sup>2</sup> A/67/72-S/2012/159, annexe, pièce jointe I.

<sup>3</sup> Résolution 60/288.

<sup>4</sup> A/50/474, annexe I.

<sup>5</sup> A/53/258-S/1998/763, annexe II, appendice I.

<sup>6</sup> A/53/868-S/1999/303, annexe II.

*Ayant à l'esprit* les résolutions 1196 (1998) et 1197 (1998) adoptées par le Conseil de sécurité respectivement les 16 et 18 septembre 1998, à l'issue de l'examen du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique<sup>7</sup>,

*Se félicitant* de la conclusion heureuse du Sommet des chefs d'État et de gouvernement sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, tenu les 24 et 25 juin 2013 à Yaoundé, de l'inauguration, le 11 septembre 2014 à Yaoundé, du Centre interrégional de coordination pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée et du lancement du Centre multinational de coordination maritime à Cotonou le 13 mars 2015,

*Rappelant* sa résolution 69/314 du 30 juillet 2015 sur la lutte contre le trafic des espèces sauvages et se félicitant des résultats des réunions de haut niveau sur le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages, tenues en marge du débat de haut niveau de ses soixante-huitième et soixante-neuvième sessions, sous la direction de l'Allemagne et du Gabon,

*Soulignant* la nécessité de renforcer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique, et prenant note à cet égard des initiatives concrètes de prévention des conflits auxquelles contribue le Département des affaires politiques du Secrétariat,

*Se félicitant* de la coopération étroite instaurée entre le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ainsi que de la signature, le 3 mai 2012, d'un accord-cadre de coopération entre ces deux entités,

*Sachant* que le Comité fait de plus en plus porter ses efforts sur les questions de sécurité humaine, telles que la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui constituent une dimension importante de la paix, de la stabilité et de la prévention des conflits à l'échelon sous-régional,

*Se félicitant* de la tenue à Bangui, du 4 au 11 mai 2015, du Forum de réconciliation nationale de Bangui, sous la présidence du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, et demandant que soient rapidement mises en œuvre les conclusions du Forum, qui sont énoncées dans le Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction entre l'État et ses citoyens et dans l'accord relatif aux principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement et réinsertion des ex-combattants dans les éléments en uniforme de la République centrafricaine,

*Se déclarant toujours préoccupée* par la situation en République centrafricaine et ses retombées sur les pays voisins, et demandant à toutes les parties concernées de faire en sorte que les élections législatives et présidentielle se tiennent avant la fin de 2015, en vue de mener à bien la transition politique et de rétablir l'ordre constitutionnel,

*Se déclarant préoccupée* par les répercussions croissantes sur la paix, la sécurité et le développement en Afrique centrale de la criminalité transfrontière, en particulier des activités de l'Armée de résistance du Seigneur, des attaques

<sup>7</sup> A/52/871-S/1998/318.

terroristes de Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad et des actes de piraterie commis dans le golfe de Guinée,

*Saluant* les efforts déployés par les États membres de la Commission du bassin du lac Tchad et le Bénin pour rendre pleinement opérationnelle la Force multinationale mixte de façon à lutter efficacement contre la menace que fait peser le groupe terroriste Boko Haram sur la région du bassin du lac Tchad, et prenant note de la mise en place du quartier général opérationnel de la Force à N'Djamena,

*Considérant* qu'il faut d'urgence empêcher les mouvements éventuels d'armes illicites, de mercenaires et de combattants participant à des conflits au Sahel et dans les pays voisins de la sous-région centrafricaine,

1. *Réaffirme* son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance prises aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits en Afrique centrale et de favoriser la paix, la stabilité et le développement durables dans la sous-région;

2. *Réaffirme* l'importance des programmes de désarmement et de maîtrise des armements en Afrique centrale mis en œuvre par les États de la sous-région avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux;

3. *Salue* les mesures prises par les États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale pour faciliter l'entrée en vigueur rapide de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composants pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa)<sup>8</sup>, et encourage les États membres du Comité et autres États intéressés à soutenir financièrement l'application de la Convention;

4. *Engage* les États membres du Comité à mettre en œuvre la Déclaration sur une feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale<sup>2</sup>, et demande au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et à la communauté internationale d'appuyer ces mesures;

5. *Se félicite* de l'adoption, par les États membres du Comité, de la stratégie intégrée de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale;

6. *Engage* la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à redoubler d'efforts, en coordination avec la Commission de l'Union africaine, pour adopter une stratégie globale destinée à combattre plus efficacement et de toute urgence la menace que représente Boko Haram, et, à cet égard, salue leur projet d'organiser un sommet et exhorte les deux organisations sous-régionales à adopter une stratégie commune et à instaurer une coopération et une coordination actives;

7. *Engage* les États membres du Comité à exécuter les programmes d'activité adoptés à leurs réunions ministérielles;

<sup>8</sup> A/65/517-S/2010/534, annexe.

8. *Appelle* la communauté internationale à appuyer les efforts des États concernés aux fins de la mise en œuvre de leurs programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion;

9. *Engage* les États Membres à poursuivre la mise en œuvre des textes issus du Sommet des chefs d'État et de gouvernement sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, y compris le lancement des activités du Centre interrégional de coordination pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, et appelle à la tenue d'un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique;

10. *Se déclare préoccupée* par les effets préjudiciables qu'ont le braconnage et le trafic illégal d'espèces sauvages sur l'écosystème, le développement humain et la sécurité régionale, et demande aux États membres de Comité de prendre immédiatement des mesures concertées pour lutter contre ce phénomène;

11. *Appuie pleinement* l'action menée par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies en République centrafricaine, et demande à la communauté internationale de la soutenir;

12. *Engage* les États membres du Comité à poursuivre l'examen des initiatives concrètes de prévention des conflits et sollicite l'assistance du Secrétaire général à cet égard;

13. *Prie* le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, en collaboration avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, d'appuyer les efforts déployés par les États membres du Comité, en particulier au regard du Plan de mise en œuvre de la Convention de Kinshasa, adopté le 19 novembre 2010 lors de la trente et unième réunion ministérielle du Comité, tenue à Brazzaville du 15 au 19 novembre 2010<sup>9</sup>;

14. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de continuer d'aider les pays d'Afrique centrale à faire face aux problèmes des réfugiés et des déplacés se trouvant sur leur territoire;

15. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à prêter tout leur concours au bon fonctionnement du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale;

16. *Se félicite* de la contribution que l'Angola a versée au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, rappelle aux États membres du Comité les engagements qu'ils ont pris lors de l'adoption, le 8 mai 2009, de la Déclaration relative au Fonds d'affectation spéciale du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (Déclaration de Libreville)<sup>10</sup>, et invite les États membres du Comité qui ne l'ont pas encore fait à contribuer au Fonds;

<sup>9</sup> A/65/717-S/2011/53, annexe.

<sup>10</sup> Voir A/64/85-S/2009/288, annexe.

17. *Prie instamment* les autres États Membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de soutenir efficacement les activités du Comité en versant des contributions volontaires au Fonds;

18. *Prie instamment* les États membres du Comité de renforcer la composante femmes des différentes réunions du Comité ayant trait au désarmement et à la sécurité internationale, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité en date du 31 octobre 2000;

19. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour le soutien qu'il a apporté au Comité, salue le rôle joué par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, se félicite des recommandations issues de l'examen stratégique du Bureau<sup>11</sup> et encourage vivement les États membres du Comité et les partenaires internationaux à appuyer les travaux du Bureau, notamment en soutenant les recommandations issues de l'examen stratégique et en s'assurant qu'il dispose de ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat;

20. *Sait gré* au Comité des efforts qu'il déploie pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité transfrontalière en Afrique centrale, notamment les activités de l'Armée de résistance du Seigneur et les actes de piraterie et vols à main armée commis en mer dans le golfe de Guinée, ainsi que les retombées de la situation en République centrafricaine, et se félicite du rôle joué dans la coordination de ces efforts par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale en étroite collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine et tous les partenaires régionaux et internationaux concernés;

21. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour le soutien qu'il apporte à la revitalisation des activités du Comité, et le prie de continuer à fournir l'assistance nécessaire au succès de ses réunions ordinaires semestrielles;

22. *Demande* au Secrétaire général de lui présenter à sa soixante et onzième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

23. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale », la question subsidiaire intitulée « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale ».

---

<sup>11</sup> Voir S/2015/339.